



## FEDERATION GENERALE DES FONCTIONNAIRES FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries - 75010 PARIS

Tél : 01.44.83.65.55 - Fax : 01.42.46.97.80

E-mail : [contact@fo-fonctionnaires.fr](mailto:contact@fo-fonctionnaires.fr) - Site : <http://www.fo-fonctionnaires.fr>

*Communiqué de presse*

Paris le 30 septembre 2010

### **BUDGET 2011 : « Régime sec » pour la Fonction publique**

Le projet de loi de finances 2011 vient d'être approuvé en Conseil des Ministres. Entre baisse des dépenses et hausse des impôts, une chose est sûre, les ménages français vont devoir supporter l'essentiel de ce plan de rigueur budgétaire. Malgré un discours moralisateur, le gouvernement français garde le cap de sa politique économique libérale afin de rassurer les marchés financiers, les agences de notation et ...Bruxelles.

Concernant la Fonction publique, sous couvert de maîtrise des dépenses publiques, c'est un « plan Marshall d'austérité » que le gouvernement met en place.

Cela concerne aussi bien les dépenses de fonctionnement, y compris les subventions aux opérateurs, que les dépenses d'intervention et les crédits d'investissements des ministères.

Cela va se traduire par un abaissement de 10 % des dépenses de fonctionnement, dont 5 % dès 2011. Avec la poursuite du non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois, voire sur deux, c'est encore 100 000 agents publics à l'horizon 2013. Pour 2011, le gouvernement qui tente de minimiser en parlant en équivalent temps plein, annonce 31 631 ETP, mais au final avec le gel des postes ce sont plus de 50 000 suppressions de postes qui auront lieu dans la Fonction publique.

Tous les ministères vont être concernés, mais les plus touchés seront l'Éducation Nationale (moins 16 000), la Défense (moins 8 250) et le ministère des finances (plus de 3 000 suppressions).

Et contrairement à ce qu'annonce le gouvernement, la moitié des économies réalisées ne retournera pas aux fonctionnaires ! Preuve en est : l'inscription au PLF 2011 du gel de leurs traitements.

Cette politique drastique de réduction de la masse salariale ajoutée à la baisse des crédits concernant plus de la moitié des missions de l'Etat va effectivement constituer un « véritable tournant historique » comme le souligne le ministre du Budget, François BAROIN. En effet, cette logique comptable va entraîner une « rupture » avec la République solidaire assise sur des services publics pour tous au profit d'un modèle social donnant la part belle au secteur privé.

Pour la FGF-FO, cette nouvelle atteinte portée au Service public et à son efficacité est inadmissible.

Projet de loi sur les retraites, projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale et maintenant projet de loi de finances, la FGF-FO constate que toutes les solutions recherchées par le gouvernement sont extrêmement pénalisantes pour les citoyens et les salariés à qui on fait payer la crise du système bancaire. Elle encourage l'ensemble des agents publics à poursuivre la lutte sur les revendications claires de Force Ouvrière.

**La défense de notre République solidaire, synonyme de l'égalité des droits,  
de protection sociale et de services publics est à ce prix.**

**Notre modèle de société vaut bien une grève.**

**C'EST POURQUOI FORCE OUVRIERE APPELLE A PARTICIPER  
MASSIVEMENT AUX MANIFESTATIONS DU 2 OCTOBRE**

**ET A LA JOURNEE DE GREVE ET DE MANIFESTATIONS DU 12 OCTOBRE POUR LE  
RETRAIT DU PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES.**